

Initiatives ministérielles

aussi pour leur engagement au service de la cause des francophones hors Québec.

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Madame la Présidente, je félicite mon collègue pour son discours.

Moi, évidemment, je viens de Surrey, l'une des régions canadiennes les plus rapides à se développer et, évidemment, nous avons une des coopératives de crédit également parmi les plus rapides à se développer, la Surrey Metro Savings, appelée depuis peu Surrey Credit Union. C'est la deuxième coopérative de crédit en importance au Canada après Van City. Sa croissance est basée sur le développement communautaire et sur les hypothèques qu'elle a consenties aux familles de notre collectivité pour leur permettre d'avoir une maison. Elle a aidé à financer de nombreux projets de construction d'entrepreneurs locaux, ce qui a permis de créer des emplois.

Elle s'est bien sûr lancée dans les prêts commerciaux pour que les gens puissent acheter de nouvelles voitures ou refaire leur cuisine, enfin dans tout ce qui peut aider sur le plan local.

J'ai trouvé particulièrement intéressant que le député parle de l'engagement du conseil. Le conseil se compose de résidents locaux, et il est donc bien placé pour agir dans le plus grand intérêt de la collectivité. C'est ce qui a fait la force de la Surrey Metro Savings au cours de toutes les années où j'en ai été membre, et je dois dire, à regret, que j'en suis peut-être un des plus vieux, car j'en suis devenu membre dès que je me suis installé à Surrey en 1967.

Un des aspects dont je voudrais que le député parle vraiment, c'est le contrôle local, et à quel point cela distingue tellement des banques et des sociétés de fiducie et à quel point la collectivité locale en a bénéficié, car les coopératives de crédit s'intéressent avant tout aux entreprises locales, aux projets communautaires et aux besoins des familles qui en sont membres.

M. Funk: Madame la Présidente, je remercie le député de Surrey-Nord de son excellente question. Je tiens également à le féliciter, lui et les autres personnes actives au sein de la Surrey Metro Savings Credit Union, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli. Comme il l'a dit, c'est la coopérative de crédit qui a la croissance la plus rapide au Canada. J'ai eu l'occasion de m'arrêter à l'une de ses succursales cet été, et on pouvait certes constater au premier regard qu'il s'agissait d'une entreprise efficace et bien administrée.

Je devrais également réparer une omission que j'ai faite plus tôt dans mon intervention lorsque j'ai parlé de

la Van City Credit Union. J'ai oublié de parler du fonds de croissance à caractère social qui constitue un des efforts de pionnier déployés dans notre pays pour canaliser les investissements au moyen d'instruments comme les REER dans des domaines où les gens qui se préoccupent de questions éthiques comme l'environnement, l'équité en matière d'emploi, le droit du travail et ainsi de suite, peuvent être assurés que leur argent est investi de la façon ils le souhaiteraient.

Je voudrais revenir brièvement au plaidoyer qu'a fait le député de Surrey-Nord. Le contrôle local fait certainement une énorme différence et parfois même toute la différence. En parlant de sa propre ville, il a invoqué certains exemples excellents où cela était vrai. Cela a permis aux habitants de contrôler le développement dans leur ville au lieu de se laisser envahir et submerger par de gros promoteurs immobiliers de l'extérieur. Cela veut dire que, presque pour toujours, cette ville aura été bâtie par ses propres habitants pour répondre à leurs propres besoins plutôt que par des gens de l'extérieur.

De même, quand il s'agit de choses comme les prêts aux petites entreprises, ce qui est important dans ma circonscription comme dans bien d'autres, les coopératives de crédit font une énorme différence. Il arrive, malheureusement, que lorsque paraissent dans le *Globe and Mail* des articles décrivant les difficultés économiques que traverse la Saskatchewan et y prédisant un ralentissement de la croissance, les gens du siège social de la Banque Royale ou de la Banque Toronto-Dominion ou de quelque société que ce soit à Toronto se disent qu'ils doivent resserrer le crédit et faire serrer les ceintures à Prince Albert, en Saskatchewan, parce que les temps y sont durs.

• (1040)

Cela veut dire que des entreprises parfaitement viables se voient soudainement retirer leur marge de crédit. Cela veut dire que les seuls à pouvoir emprunter de l'argent sont ceux qui n'en ont pas besoin, comme on dit.

Sur la foi de quelques articles de journaux, toute la structure financière d'une ville comme Prince Albert qui compte 35 000 habitants peut soudainement dépérir à cause des décisions d'une poignée de sièges sociaux.

Rien de tel avec les coopératives de crédit. Elles connaissent bien les temps durs et savent y faire face. Elles peuvent aider à se développer les entreprises qu'elles savent être en mesure de payer et elles peuvent donner le genre d'aide et de conseils dont ont besoin celles qui sont en difficulté.